

TRIBUNE DE GAUCHE

changer

* FRANCE *

POUR UN NOUVEAU TYPE
DE RAPPORTS POLITIQUES *

PAR J.-J. ODIER

* AFRIQUE DU SUD *

L'ÉGLISE ET L'APARTHEID *

ENQUÊTE DE PIERRE SPOERRI

* BRÉSIL *

UNE NATION
ENTRE DEUX MONDES *

UNE INTERVIEW DE PETER HINTZEN

Vient de paraître :

L'horizontal et le vertical dans la pratique médicale

par le D^r Marc-André Jaccottet

Cette plaquette de 20 pages reproduit le texte d'un exposé fait par le D^r Jaccottet, généraliste à Lausanne, lors d'un colloque médical qui s'est tenu à Caux en août dernier. Ses réflexions, nourries et étayées par douze années d'expérience dans son cabinet de consultation, s'organisent, selon le D^r Jaccottet lui-même, suivant deux dimensions : « Elles concernent tout d'abord la médecine centrée sur le patient, par opposition à celle qui ne s'intéresse qu'à la maladie. C'est la dimension horizontale. Elles se tournent ensuite vers la médecine orientée vers Dieu : c'est la dimension verticale. Elles tentent enfin de combiner ces deux dimensions dans la pratique quotidienne de notre profession. »

à commander aux

*Editions de Caux,
1824 Caux (Suisse)
ou
68, bd Flandrin, 75116 Paris*

Fr.s. 3.-; 10 FF (port compris)

PHOTOS : p. 4 : Ambassade d'Afrique du Sud ; p. 7 : Danielle Maillefer ; pp. 10-11 : Michaël Dodds, Edward Howard, Australian Information Service (Alex Ozolins, Michaël Jensen) : p. 12 : Colpitts.

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle
publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse : N° 62060

Responsable de la publication :

Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Frédéric Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Nathalie O'Neill, Charles Pigué, Philippe Schweisguth, Evelynne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau, Maurice Favre, Hélène Golay, Colette Lorain, Marcel Seydoux.

Société éditrice : Editions, théâtre et films de Caux S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : Publications Périodiques Spécialisées, 01600 Trévoux (France).

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.
Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.
Tél. (022) 33.09.20.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros)

France : FF 60 ; Suisse : Fr.s. 24. -

Belgique : FB 450 ; Canada : \$ 17. -

Autres pays par voie normale : FF 68 ou Fr.s. 27. - . Pays d'outre-mer, par avion : FF 75 ou Fr.s. 30. - . Prix spécial étudiants, lycéens : FF 30 ; Fr.s. 15. - ; FB 225.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12-755, Genève
Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th.-De-Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique : par mandat de 3 750 francs CFA (abonnement avion) ou 3 400 francs (par voie maritime) à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T La Source France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Tel est le cheminement.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

Malgré la souffrance

Ceux qui espéraient encore que la répression polonaise ne serait que passagère et qu'on reviendrait bientôt *au statu quo ante* perdent leurs illusions. Il y aura peut-être des aménagements, voire des libérations, mais l'essor de la liberté à la polonaise a été étouffé aussi efficacement que le printemps de Prague. Cette mise au pas ne va guère permettre de rafistoler une économie disloquée, mais l'U.R.S.S. doit être bien soulagée de voir disparaître, sur son glacie, cet essor inacceptable de la liberté.

L'Eglise, certes, demeure un contrepoids de taille. Elle ne sera pas écartée aussi facilement que le syndicat libre. Mais les Polonais devront vivre maintenant sans l'espoir dynamisant que représentait *Solidarnosc*.

Il faut espérer que chaque Polonais fera sienne cette certitude que proclamait un Tchèque à Caux après l'entrée

des chars russes dans son pays : « Radio-Prague (alors le symbole de la libéralisation) s'est peut-être tue, mais la voix qui parle au fond de notre cœur continue de se faire entendre. »

Walesa, aujourd'hui, n'est pas en mesure de clamer sa foi en Dieu et sa passion pour la liberté, mais une force intérieure brûlant au cœur de millions de Polonais peut encore nous étonner.

Si l'on en croit les nombreux témoignages qui nous viennent de l'Europe de l'Est, c'est souvent dans les souffrances et les privations de liberté que s'affinent les consciences et que se forge la foi. Il vaut la peine, en cet hiver polonais, de rappeler quelques phrases d'un texte qu'un dissident yougoslave, Mihailo Mihailov, écrivait il y a cinq ans de sa cellule lorsqu'il évoquait les expériences faites en captivité par lui-même et

beaucoup de ses semblables : « La lutte qui se mène aujourd'hui dans les Etats totalitaires n'est pas de nature politique, mais de nature religieuse, même si les participants à ce combat n'en sont pas conscients eux-mêmes. »

Et l'auteur ajoutait : « La liberté commence là où il n'y a plus rien à perdre. Une fois que l'homme est libéré de tous ses

liens, il se produit quelque chose de mystérieux chez cet être apparemment captif mais en réalité complètement libre : au plus profond de son âme s'éveille une force immense qui donne à son corps épuisé une incroyable capacité de résistance. Bien plus, il commence à exercer une action jusqu'à aujourd'hui inexplicable sur les événements extérieurs. »

Toujours la vie

Mystère de la souffrance. Injustice des catastrophes qui anéantissent en un instant des existences, des projets, des espoirs. Fragilité de la vie, et pourtant extraordinaires ténacité, générosité, présence d'esprit de celui qui n'a qu'une fraction de seconde devant lui !

Voilà ce que nous avons tous ressenti devant les images de l'avion américain abîmé dans les eaux glacées du Potomac, en assistant à la lutte désespérée des survivants, des sauveteurs, de cet homme qui, par trois fois, tend le filin de l'hélicoptère à un autre naufragé et n'a plus la force, son tour venu, de le saisir pour se sauver lui-même.

Il est presque cruel de notre part de laisser les média nous faire vivre ces scènes aussi

intensément alors que nous jouissons du confort et de la sécurité. Sauf si les victimes de ces cataclysmes, disparues ou rescapées, parviennent de cette façon à renforcer notre compassion pour les autres, notre amour et notre respect de la vie.

Après avoir frôlé soi-même l'accident mortel, après avoir été sauvé de la maladie ou échappé à la catastrophe, ou même après avoir été témoin de telles scènes, on pose le pied autrement sur le sol, on jette un autre regard sur les choses de la vie.

Redonnée, rendue, la vie est comme magnifiée. On ne la prend plus pour acquise. Elle sert à quelque chose, à quelque chose d'autre, à quelqu'un, à quelqu'un d'autre.

Méridien

À TRAVERS CHAMPS

Une gifle

C'était en décembre dernier et le mauvais temps bloquait souvent Richard à la maison en dehors des heures d'école. Faute de pouvoir rejoindre son père et son grand copain Dédé à l'atelier ou au triage des pommes de terre, il se dépensait en se disputant sans fin avec sa sœur.

De son côté, Christel s'énervait et le matin elle n'en finissait pas de se préparer pour aller en classe, sans souci de retarder la femme du voisin bûcheron qui passe par la ferme le matin et emmène le frère et la sœur à l'école avec ses filles, avant d'aller rejoindre son mari pour l'aider dans la forêt.

Si patiente qu'elle soit avec ses enfants, la maman avait fini par recourir aux grands moyens et, un matin, elle avait donné une bonne claque à sa fille, qui n'avait pas demandé son reste.

Au retour de l'école, le soir, Christel était rayonnante... « Oh ! maman, si tu savais ! J'ai passé une journée sensationnelle ! Ta gifle de ce matin m'a fait énormément de bien !... Et puis, tu sais, j'étais la seule de la classe à ne jamais en recevoir... »

Nous sommes bien obligés de constater qu'en dépit des dogmes de la psychologie à la mode la fermeté de sa mère et l'énergique petite correction corporelle n'avaient nullement « traumatisé » la jeune écolière.

Philippe Schweisguth

Dans ce numéro

Pages 4-7 Comment surmonter les contradictions de l'apartheid en **Afrique du Sud**, du sous-développement et du développement au **Brésil** ? **Pierre Spoerri** d'une part, **Peter Hintzen** de l'autre, font le point sur la situation dans ces deux pays.

Page 8 Pour parvenir à de **nouveaux rapports politiques** en France, **Jean-Jacques Odier** propose, en s'appuyant sur deux exemples historiques, un scénario nouveau et des « conseils de réflexion et d'initiative ».

Page 10 Les **Aborigènes australiens** sont en train d'acquiescer une nouvelle stature. La question de leurs rapports avec les blancs et de leur rôle national se pose désormais en des termes différents. Un article d'un correspondant à Melbourne.

Page 13 La guerre, la maladie, l'infirmité n'ont jamais coupé **Eric Garin** et sa femme de leur vocation essentielle. **Charles Piguet** nous présente ce pasteur et son épouse.

AFRIQUE DU SUD

L'apartheid remis en question au sein de l'Eglise réformée ?

A chaque visite en Afrique du Sud – et c'était ma cinquième – il y a quelque chose de nouveau à découvrir. On reprend aussi conscience de ce qu'une incessante propagande vous fait facilement oublier : la clé de tout changement fondamental dans ce pays est aux mains des Afrikaaners, les Boers. Même si les noirs constituent la majorité et s'empareront sans doute un jour du pouvoir, même si les industriels et les milieux d'affaires, issus pour la plupart de la communauté anglophone, disposent encore du pouvoir économique, ils ne peuvent ni les uns ni les autres faire les choix décisifs si les Afrikaaners s'y opposent.

Prisonniers de l'histoire

En outre, il faut tenir compte d'un groupe relativement peu nombreux qui, au sein de la communauté afrikaaner, détermine la façon de penser et d'agir de toute la nation : les milieux d'Eglise (la célèbre « Eglise réformée hollandaise ») et les intellectuels, avant tout les représentants de la presse afrikaaner.

par Pierre Spoerri

Aucune communauté nationale au monde – à l'exception peut-être des Irlandais et des Israéliens – n'est prisonnière de l'histoire comme l'est la communauté afrikaaner. En Afrique du Sud, le calendrier est plein de fêtes et de commémorations spéciales. Le combat politique, en particulier au sein des partis, se fait à coup d'arguments historiques. Comme en Irlande, où les batailles livrées au XVII^e siècle sont aussi vivantes dans l'esprit des gens que les événements de la deuxième guerre mondiale, les souvenirs de la guerre des Boers (1899-1902) brûlent encore à la mémoire de beaucoup d'Afrikaaners.

C'est pour cela que la question des rapports avec les noirs ne tient pas la première place parmi leurs préoccupations. Leur détermination de s'affirmer face à la Grande-Bretagne et à la communauté britannique d'Afrique du Sud garde

la priorité. Un éminent Afrikaaner, membre du *Broederbond* (une organisation secrète où sont débattues les lignes de bataille du camp afrikaaner), nous a raconté qu'à un moment décisif de sa vie il a été amené à repenser entièrement son attitude vis-à-vis de sa langue, de son drapeau et de son hymne national. Pour les Afrikaaners, toute atteinte à ces notions sacrées est ressentie comme une trahison.

« Le parti national en prière ». C'est souvent ainsi qu'on définit l'Eglise réformée tant ces deux institutions représentent, aux yeux des Afrikaaners, deux aspects d'une même vérité. Malgré un succès relatif aux dernières élections (20 % des suffrages), le parti progressiste, un parti d'opposition se recrutant parmi les Afrikaaners, la grande majorité de la population boer ne fait aucune distinction entre Eglise et gouvernement, entre foi personnelle et sentiment national.

Un changement sans sacrifices ?

Cette fois-ci – deux ans après mon précédent séjour – les signes de changement étaient manifestes. L'accession au pouvoir de l'actuel premier ministre, P.-W. Botha, avait suscité dans le pays une vague d'espoir : il avait réussi à convaincre la majorité des blancs et des noirs qu'un programme de réformes acceptables par tous n'exigerait de grands sacrifices de personne. Ce bel optimisme était sans doute illusoire. Il est clair aujourd'hui que tout train de réformes susceptible de convenir aux masses noires et à leurs dirigeants exigera de la part de la population blanche la perte de ses privilèges et toute une série de sacrifices coûteux. D'où la détermination d'une minorité de la population à combattre un tel programme par tous les moyens possibles. Inutile de préciser que les méthodes de cette opposition de droite ne sont pas particulièrement timorées, comme en ont fait l'expérience les habitants de l'Afrique du Sud-Ouest (la Namibie), dont le territoire commence à tenir lieu de terrain d'entraînement pour les militants de la résistance blanche.



M. P.-W. Botha, premier ministre, lors de sa visite à Soweto en 1979.

L'autre changement que j'ai constaté par rapport à 1979 porte sur la position des blancs face à la philosophie de l'apartheid. Trois livres publiés ces derniers mois donnent la mesure de cette remise en question des vieilles vérités. Le premier de ces ouvrages, écrit par un professeur de philosophie à l'université de Stellenbosch, membre du Broederbond et ami de plusieurs des dirigeants du parti national, porte le titre significatif : *L'apartheid doit mourir*.

Le simple fait que l'on voie ce livre au titre révélateur dans toutes les librairies d'Afrique du Sud est une sensation en soi. Quant au contenu, il est tout autant explosif : alors que la droite politique et les forces conservatrices de l'Eglise ont toujours soutenu que le sentiment de culpabilité des Afrikaaners à cause de la façon dont ils traitent les autres races n'était pas justifié et avait été imposé de l'extérieur, le professeur Esterhuyse, auteur de l'ouvrage, affirme que les Afrikaaners font un complexe vis-à-vis de leur complexe de culpabilité et que, selon les principes évangéliques, la discrimination raciale n'est rien d'autre que du péché.

Pour une fusion complète

Les auteurs du livre collectif *Stormkompas* (« La Boussole dans la tempête »), un groupe de théologiens de l'Eglise réformée, vont encore plus loin dans leurs exigences pratiques à l'égard de leur propre Eglise. Il ressort clairement d'un des chapitres du livre que l'Eglise court le danger de se couper entièrement de la réalité à cause de son refus de prendre position sur des questions essentielles comme celle du *Group Areas Act* (la loi sur la discrimination de domicile selon des critères ethniques). Dans sa contribution à l'ouvrage, Nico Smith, professeur d'histoire des Missions à l'université de Stellenbosch, préconise la fusion complète de l'Eglise-mère (l'Eglise réformée) et les Eglises-filles, noires, métisses ou indiennes. Sinon, estime l'auteur, l'Eglise réformée hollandaise est condamnée à disparaître, comme ont disparu autrefois certaines des Eglises d'Afrique du Nord. Un autre chapitre de ce même livre dénonce l'influence trop forte du *Broederbond* sur les hautes sphères de l'Eglise. Il n'est pas étonnant qu'un livre qui soulève de telles controverses soit devenu un sujet de discussions acharnées, surtout dans la presse afrikaaner.

Le troisième ouvrage s'en prend directement à la conscience de l'Afrikaaner moyen. Comparé à *La Case de l'oncle Tom*, il est dû à la plume de la romancière afrikaaner Elsa Joubert. C'est l'histoire d'une simple femme noire qui se marie

avec un travailleur migrant originaire de ce qui est devenu aujourd'hui le Transkei et voit sa famille constamment déplacée d'un endroit à l'autre par les autorités. Bien que la lutte de cette femme, qui se nomme Poppie Ngena – et c'est aussi le titre du livre – contre la bureaucratie et l'injustice du système, revête une dimension quasiment surhumaine, elle ne se laisse pas abattre. Profondément humain et en même temps conforme à la réalité, ce livre a laissé une grande impression sur l'opinion sud-africaine.

Le « péché » de l'apartheid

La raison pour laquelle ces livres et ce débat sur le « péché » de l'apartheid posent en fait un problème de nature politique vient de ce que le parti national et le gouvernement qu'il a constitué seraient contraints de réviser toute leur politique si leurs « fondations idéologiques », issues de l'Eglise, venaient à être ébranlées.

Les autres Eglises du pays ne sont pas absentes de ce rapport de forces : les Eglises anglicane, catholique et méthodiste se sont toutes prononcées délibérément contre l'apartheid. Si elles parvenaient à faire cause commune, sur certains points, avec l'Eglise réformée, le gouvernement serait confronté à une situation très difficile pour lui. Déjà il a été proposé que toutes les Eglises exigent du premier ministre Botha qu'il tienne ses promesses en abolissant certaines des lois discriminatoires, notamment celle qui interdit tout rapport sexuel entre races différentes (loi sur l'immoralité) et celle qui interdit les mariages mixtes.

C'est à l'automne de 1982 que se tiendra le prochain synode général de l'Eglise réformée. Toutes ces questions brûlantes y seront à nouveau discutées.

Auparavant, les représentants de l'Eglise auront conféré avec leurs collègues de leurs Eglises-sœurs dans le monde entier. Les pressions, extérieures et intérieures, devraient amener ce synode à repenser certaines options fondamentales. Jusqu'à présent, les conservateurs ont considéré l'Eglise comme étant une de leurs citadelles. Il faudra donc attendre ce synode pour savoir quel sera le nouveau rapport de forces au sein de l'Eglise.

En Afrique du Sud, l'observateur européen est particulièrement frappé de voir que, dans ce débat, sont avancés tous les arguments auxquels on a recouru en Allemagne au lendemain de la guerre, puis à nouveau à propos du film *Holocauste*. Un grand théologien noir a pu ainsi affirmer que l'Eglise blanche avait besoin non pas d'une *Déclaration de Barm* (position de l'Eglise confessante allemande sur l'attitude des chrétiens face au national-socialisme) mais d'une *Déclaration de Stuttgart* (comme celle faite au lendemain de la guerre : « Nous avons été dans l'erreur... »). A l'opposé, Andrew Treurnicht, le rival conservateur de P.-W. Botha au sein de son propre parti, a cru nécessaire de préciser que personne ne devait se permettre de comparer l'Afrique du Sud au Troisième Reich ! Naturellement l'un et l'autre camp attendent des prises de position sur l'apartheid des Eglises européennes et du Conseil mondial des Eglises. Le soutien financier massif accordé par l'Europe à l'un des camps n'a pas que des effets positifs. Il renforce souvent le sentiment d'isolement et de propre-justice du camp afrikaaner.

Le chemin le plus court vers la révision de la politique raciale de l'Afrique du Sud passe, en fin de compte, par la remise en cause des positions de l'Eglise réformée, c'est-à-dire par la conscience de ses dirigeants.

Deux précurseurs

« Nous autres blancs d'Afrique du Sud avons grandi dans un contexte de préjugés et une attitude de supériorité à l'égard des noirs. Que cela ait fait partie intégrante de notre pensée et de notre vie, on ne peut pas nous le reprocher. Néanmoins, cela ne nous rend pas moins coupables devant Dieu, puisqu'il en résulte division et rancœur et puisque cela nous empêche de traiter les autres avec l'amour que Dieu demande de nous.

« Nous ne pouvons pas laisser notre orgueil d'Afrikaaners nous empêcher de sonder nos propres cœurs et de demander à Dieu de susciter la transformation des rapports humains dont notre société a besoin. »

Le pasteur George Daneel parlant en 1974 au Synode de l'Eglise réformée d'Afrique du Sud.

« Du respect que j'ai de ma propre culture doit découler le respect que je dois porter à celle de tout autre groupe, en lui donnant les moyens de la préserver. Le paternalisme qui va de pair avec cet idéalisme est profondément enraciné en nous.

« Nous croyons savoir ce qui convient aux autres, nous croyons avoir le droit de décider des lois qui régissent leur vie et édifier une société heureuse de cette façon.

« Ce n'est pas seulement en Afrique du Sud mais dans tout un continent qu'il faut construire une société où la couleur de la peau ne compte pas et où Dieu nous élève au-dessus des divisions que nous avons créées. »

Le pasteur Chris Greyling, pasteur de cette même église, parlant à Caux en août 1981.

Le Brésil, une nation entre deux mondes

Un entretien avec le journaliste néerlandais Peter Hintzen

Changer : Avec des taux de croissance de 10 % l'an, des richesses illimitées, le Brésil du début des années 70 se croyait déjà le Japon de l'Occident. Vous qui venez de passer six semaines dans ce pays, qui avez eu l'occasion de rencontrer des dirigeants de l'industrie et des syndicats, comment avez-vous trouvé le Brésil aujourd'hui ?

Peter Hintzen : Le Brésil est un pays fantastique, d'une grande beauté, recelant des richesses inouïes et habité par un peuple plein d'esprit. Même si le pays passe maintenant par une récession, qui est d'ailleurs mondiale et non particulièrement brésilienne, il ne faut jamais oublier cette réalité. Face à l'avenir, l'espoir domine.

Le pays a toutefois accumulé depuis des années une dette extérieure de 60 milliards de dollars. Pour tenter de réduire cet endettement, le gouvernement s'est résolu à diminuer l'activité économique. La crise atteint surtout les entreprises dites nationales, qui se trouvent coincées entre les

grands monopoles d'Etat (ceux-ci dominent 60 % de l'économie) et les multinationales, qui disposent de plus de crédits. Les monopoles d'Etat sont généralement considérés comme se comportant en pirates, ne payant plus leurs factures ni leurs cotisations sociales. Devenus dans certains cas des refuges pour les cousins et les neveux des dirigeants, et n'ayant aucun concurrent, ils ont aujourd'hui un personnel pléthorique. Voici, par exemple, une conséquence de cet état de choses.

Le président du patronat de la province de São Paulo, qui est la plus industrialisée du pays, dirige une entreprise qui fabrique des rames de métro pour la commune de Rio de Janeiro. Il a dû licencier la moitié de son personnel du fait que l'entreprise publique du métro ne paie pas ses factures. Il est donc menacé de faillite. Cela est d'autant plus tragique que ce président représente une nouvelle tendance dans le patronat, qui vise à une politique plus sociale et à une plus grande participation des ouvriers aux décisions. La récession risque de compromettre cet effort.

Le chômage connaît maintenant un taux désastreux, ce qui a pour effet que de nombreuses familles ouvrières qui s'étaient installées dans des « vrais » appartements sont forcées de retourner dans les favelas, bidonvilles toujours plus denses en raison de la migration continue de la campagne. Toutefois, la plupart des Brésiliens pensent que la crise actuelle ne sera que passagère.

D'autre part, le Brésil s'est lancé dans l'entreprise immense et onéreuse du nucléaire civil alors qu'il dispose d'un potentiel hydroélectrique fabuleux.

– Opération de prestige ?

– Il faut dire que l'Argentine voisine a beaucoup développé son industrie nucléaire. Les dirigeants du Brésil, notamment parmi les technocrates et les militaires, ne veulent pas se laisser distancer. Mais ce sont des sommes énormes qui sont englouties dans cette aventure.

– Tout cela n'est-il pas lié à cette idéologie nationale dont on prend vite conscience quand on rencontre des Brésiliens ?

– Le Brésil est sans aucun doute une des grandes puissances de l'avenir. Ses dirigeants en sont bien conscients. Il faut se rappeler que c'était un pays très peu peuplé (seulement sept millions d'habitants en 1850) qui, par l'immigration et l'industrialisation, par l'adoption de technologies avancées, est dès aujourd'hui, avec ses 120 millions d'habitants, une grande nation industrielle. Il faut dire aussi qu'il dispose de la plus grande force armée du continent et de la plus importante industrie de guerre du tiers monde. Les technocrates rêvent d'une situation où l'Argentine et le Brésil pourront maintenir la paix dans l'Atlantique Sud au fur et à mesure que les Etats-Unis perdent l'initiative idéologique dans cette région. Etant donné l'expérience que le pays a acquise en matière de construction dans les régions tropicales, on constate que l'Afrique s'intéresse de plus en plus au Brésil. Ce fait est favorisé par l'existence d'une forte population brésilienne d'origine africaine. On sent dans le pays une sorte de réveil de la conscience africaine.

D'autre part, comme tout le monde le sait, les richesses du Brésil sont considéra-



Roger-Viollet

Sao Paulo, la grande cité industrielle.

bles. En 1967, on a découvert dans la *Serra de Carajás*, une cordillère de l'intérieur (à 650 km de Belem), des réserves de fer qui vont approvisionner à partir de 1985 le monde entier. A Tucuruí, une centrale hydroélectrique qui aura quatre fois la puissance d'Assouan est projeté au milieu de la forêt amazonienne. On comprend que les Brésiliens soient très conscients de leurs muscles. Pour le Brésil, il n'y a pas vraiment de problèmes techniques, mais la question qui se pose est celle-ci : qui va développer le Brésil, avec qui, pour qui et à quel prix ?

– Vous avez parlé des liens qui se tissent entre le Brésil et l'Afrique. Cela veut-il dire que le Brésil se sente une responsabilité à l'égard du tiers monde ?

– Je ne pense pas qu'il y ait un sens très développé dans ce domaine. La politique extérieure du Brésil reste très opportuniste. Certes, les exportations en direction de l'Afrique sont considérables. Mais quand on soulève la question de leur responsabilité envers ces pays, les Brésiliens se récusent en disant qu'eux aussi ne sont qu'un pays « sous-développé ». Quand Henri Kissinger, lors de sa visite récente au Brésil, osa suggérer que les Brésiliens apportent de l'aide au tiers monde, le puissant ministre de la Planification, Antonio Delfim Netto, a violemment réagi. Il faut dire que ce pays est un mélange de nord et de sud, de l'industrialisation la plus avancée et de la pauvreté la plus extrême. Il est donc difficile d'attendre du Brésil qu'il ait une conscience internationale. En revanche, il se sent une vocation, ce qui est très différent, à diriger le continent sud-américain. On peut naturellement penser que si le Brésil acceptait une plus large mesure de responsabilité à l'égard du tiers monde, il parviendrait mieux à résoudre ses propres problèmes.

– Y a-t-il une évolution dans le domaine des droits de l'homme ?

– Sous la présidence du général Ernesto Geisel (1974-1979) qui était un homme très dur, très ferme, les tortures dans les casernes ont été éliminées, sans trop de publicité d'ailleurs. La répression a beaucoup diminué, mais il ne faut pas idéaliser la société brésilienne. Il y a encore de la cruauté, notamment loin des centres. C'est une société dure où l'on fait bon marché de la vie. Sous la présidence actuelle, celle de João Baptista Figueiredo, il y a une « ouverture » réelle et considérable vers une démocratisation.

Il demeure certes une police militaire dont les méthodes peuvent être très vigoureuses dans le cas de grèves que le Tribunal du Travail considère comme illégales ou qui sont estimées préjudicia-

bles à la sécurité nationale. Il s'agit, comme je l'ai dit, d'une société dure. Quand on habite l'Europe, on ne se rend pas compte à quel point nous sommes privilégiés : dans notre continent, nous jouissons, quoique nous en pensions, d'un très haut degré de sécurité, de tolérance et de démocratie, ce qui n'est pas du tout le cas en Amérique latine. Cela dit, le Brésil n'est pas le Chili. Il dispose d'une presse libre, d'un droit de critique, de partis d'opposition. Et puis il y a ce qu'on pourrait appeler les zones grises. Par exemple le Conseil national des Etudiants, interdit en 1968 parce qu'il était dominé par l'extrême-gauche, s'est reconstitué sans que l'interdiction ait été rapportée. Il est toujours à dominance marxiste.

Il y a donc une différence entre le « pays réel » et le « pays légal ». Il s'agit en quelque sorte d'une dictature démocratique institutionnalisée qui, contrairement au Chili, n'est pas personnalisée. C'est là un fait positif.

– Quelles sont les impressions particulièrement encourageantes que vous retirez de votre séjour ?

– Premièrement, après la fascination qu'a exercée sur les Brésiliens l'industrialisation, on constate une redécouverte de la campagne, de l'agriculture : même si certaines terres ne sont pas très fertiles, on peut entrevoir, avec les nouvelles techniques d'irrigation, la possibilité de développer considérablement le potentiel agricole. Un exemple très positif est celui d'une coopérative d'origine hollandaise qui a en quelque sorte adopté une région pauvre. Elle s'est efforcée avant tout d'ouvrir des voies de communication avec les marchés commerciaux de façon à assurer l'écoulement des produits. Je crois que l'agriculture moderne à grande échelle pourrait ainsi entraîner les petites fermes de subsistance des régions plus pauvres à

une plus grande efficacité. Deuxièmement, lors du séjour de l'industriel néerlandais Frederik Philips, nous avons eu l'occasion de rencontrer beaucoup d'industriels et de syndicalistes. En particulier, un déjeuner a eu lieu dans le bâtiment de la Confédération nationale de l'industrie, à l'invitation de son vice-président, le Dr Jones Santos Neves Filho. Y participaient d'une part dix-huit industriels brésiliens et d'autre part, à l'initiative du Réarmement moral, des syndicalistes, des dockers, des dirigeants des favelas. J'ai été frappé par le discours de bienvenue de notre hôte. Il a souligné qu'il y avait deux fossés dans le monde : celui qui sépare le nord et le sud et celui qui est creusé dans le cœur de l'homme entre l'égoïsme et l'altruïsme. Il a ajouté que ce deuxième fossé doit être comblé si l'on veut faire disparaître le premier. Un syndicaliste, M. Herondines Saraiva de Carvalho, président des ouvriers menuisiers de l'Etat de Rio, a fait part du contrat collectif qu'il avait pu signer dans sa branche d'industrie dans l'esprit du Réarmement moral, atteignant des objectifs que d'autres syndicats n'avaient pu obtenir par la grève, en particulier au point de vue salaires, garantie de l'emploi et droit d'accès des syndicats dans les ateliers.

D'autre part, à Sao Paulo, où le Réarmement moral possède depuis le printemps dernier un centre de rencontres, j'ai eu l'occasion d'assister à plusieurs réunions extrêmement encourageantes par la franchise avec laquelle industriels, syndicalistes, représentants de l'agriculture parlaient de leurs problèmes et tentaient de les résoudre. Je crois que le lien entre le changement de l'homme et le changement de l'environnement social est une notion qui peut se répandre très vite dans un pays comme le Brésil.

Interview : Jean-Jacques Odier



La favela, recours ultime des déshérités des villes ou des immigrants du nord-est.

Pour un nouveau type de rapports politiques

par Jean-Jacques Odier

Pour quiconque a quelque peu boursiné dans le monde d'aujourd'hui, la polarisation de la vie politique française apparaît comme un phénomène bien particulier. Il y a en effet peu de sociétés évoluées et démocratiques où la politique divise autant les citoyens que sur cette planète France où l'on se réclame pourtant d'un sens de la mesure et des nuances.

Le grand chambardement politique de mai dernier n'a rien changé au fait que deux camps se jettent à la figure imprécations et anathèmes avec la tranquille certitude d'avoir raison sur toute la ligne. Que le pouvoir soit de droite ou de gauche, l'opposition semble rarement trouver le moindre mérite à une quelconque affirmation ou décision gouvernementale. Un député élu aux dernières législatives nous a dit son effarement devant cette atmosphère de méfiance qu'il découvre au Palais Bourbon, où les députés de l'autre bord qu'il côtoie et avec lesquels il travaille sans problèmes dans sa région, affectent, dans l'hémicycle, de ne pas le connaître. Cette hostilité apparente, il est vrai, est celle d'une enceinte où l'on peut se croire obligé de jouer un rôle et où le langage, comme le notait un jour un journaliste, a cessé d'être un moyen de s'exprimer pour devenir un document à décrypter. Il apparaît que le travail des commissions, à l'Assemblée nationale, se fait dans des conditions beaucoup plus normales. Et le Palais Bourbon n'est pas toute la France ! Dans un bon nombre d'assemblées régionales ou locales, les solutions à apporter aux problèmes concrets et quotidiens engendrent beaucoup plus naturellement bonne volonté et esprit de coopération.

Il n'en reste pas moins qu'il y a place, en France, pour un nouveau type de rapports politiques. Pénétrer dans ce domaine complexe et encore peu exploré est sans doute une entreprise de longue haleine. Nous ne pouvons apporter, pour notre part, qu'une modeste contribution en faisant appel à deux exemples puisés à l'étranger, puis en imaginant un scénario de l'avenir.

Un précédent anglais

La vie et l'action d'un homme politique britannique de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e peuvent nous fournir de précieux enseignements. Nous avons déjà, dans ces colonnes, consacré un article à William Wilberforce. Il convient toutefois de souligner un aspect bien particulier de la façon dont il avait abordé les problèmes politiques de son temps. Transportons-nous donc dans une Angleterre qui était devenue alors, avec la conquête du Canada et la soumission progressive des Indes, une grande puissance militaire et commerciale. Elle était gouvernée par une oligarchie cultivée qui se considérait comme le fin mot de la civilisation. Et cependant, la société anglaise, où l'industrialisation avait commencé avant celle de la France, se

caractérisait par une grande dureté et un dédain total des droits humains les plus élémentaires.

Wilberforce était très sensible à cette situation. Mais il savait bien que, dans ses premières années au Parlement, il n'avait mené aucune action conséquente car, disait-il, « ma propre valeur était pour moi l'objet de ma plus chère attention ». Il s'était aussi rendu compte qu'un homme ou qu'un parti politique à lui seul ne pouvait mener à bien les réformes souhaitées. Au contact d'un professeur de Cambridge, il connut alors une véritable conversion spirituelle qui éclaira pour lui sa vocation. « Le Tout-Puissant m'a confié deux grands objectifs, dira-t-il : l'abolition de la traite des noirs et la réforme des mœurs. » La force convaincante qui le saisit alors rallia bientôt autour de lui une douzaine de parlementaires de tous les partis ainsi que certains écrivains politiques et chercheurs. Leur détermination d'agir ensemble pour le bien de la nation les amena à partager souvent leurs repas, à se concerter fréquemment et, pour certains d'entre eux, à prendre résidence dans le même village, à une lieue à peine de Westminster. Wilberforce, alors encore jeune et célibataire, alla jusqu'à s'installer avec plusieurs de ses amis dans une maison qui devint une véritable « communauté de base » avant la lettre autant qu'un poste de commandement.

L'action convergente de ces hommes ne supposait pas qu'ils votent de la même façon aux Communes, mais ils s'étaient mis d'accord sur un certain nombre d'options morales essentielles. Ils menèrent à bien plusieurs grandes causes (émancipation des catholiques, élimination des châtiments corporels dans l'armée, défense des Indiens d'Amérique, des Haïtiens et des Hottentots, création de sociétés missionnaires et surtout abolition de la traite des noirs, qui leur prit vingt ans). Ils furent aussi les inspirateurs du code pénal et des premières lois sociales. C'est ainsi une transformation considérable de la mentalité anglaise qu'une minorité d'hommes réussissait à opérer au moment même où la France faisait sa révolution dans la violence et dans le sang.

William Pitt, le très jeune premier ministre d'alors, avait pourtant été assez contrarié, au début, par le changement d'attitude de son ami Wilberforce. « Je ne puis m'empêcher d'exprimer ma crainte, lui écrivait-il, que tu te laisses aveugler par des principes qui contredisent tes propres aspirations et qui ôtent toute utilité pour toi-même et pour l'humanité à tes vertus et à tes talents. »

Wilberforce lui-même, à ce moment-là, dut se débattre pendant dix-huit mois, tiraillé qu'il était entre le désir de fuir la vie publique et la perception de la mission qu'il avait à accomplir. Il avait peur aussi que sa nouvelle façon de vivre « suscite le dégoût plutôt que la cordialité » parmi ses électeurs. Il se rendait compte enfin qu'il ne pouvait plus tout à fait se considérer comme un « homme de parti ».

Toute cette perplexité de Wilberforce nous ramène aux dilemmes essentiels qui se posent à de nombreux hommes politiques dans tous les pays et à toutes les époques : politique et conscience, loyauté envers un parti et intérêt général sont-ils compatibles ?

Existe-t-il une réponse standard à ces interrogations ? Sans doute pas. Mais une autre expérience faite dans un milieu politique difficile, explosif même, peut être utile à notre réflexion. Elle concerne des hommes dont nous avons parlé dans notre dernier numéro (Témoignage du Zimbabwe, pages 10 et 11). En effet, autour du jeune Alec Smith, fils du premier ministre d'alors – nous sommes en 1975 – et du pasteur nationaliste noir Arthur Kanoderaka, s'est créé en pleine guerre civile rhodésienne un groupe assez proche, dans son esprit, de celui que Wilberforce avait réuni. Il comprenait des hommes et des femmes qui, quels que soient leurs options politiques, le groupe ethnique ou social auquel ils appartenaient, avaient décidé de travailler ensemble à la réconciliation de leur peuple. C'est ainsi qu'au cours des années d'insécurité et de violence, sous le dernier gouvernement blanc, pendant la période de transition comme depuis l'indépendance, ces personnes se sont rencontrées régulièrement sans mandat ni souci de protocole. Les initiatives qu'elles ont prises n'ont pas toutes été rendues publiques, mais il est indéniable qu'elles ont aidé le Zimbabwe dans le passage difficile de la guerre à la paix.

Impossible en France ?

Si des nationalistes partis appartenant aux deux principales tribus et à différents partis politiques – certains soutenaient ouvertement la guérilla – et des colons blancs qui avaient pris fait et cause pour la politique sécessionniste de leur leader Ian Smith ont pu créer entre eux des liens de confiance et d'amitié tels qu'ils ont facilité la création du nouveau Zimbabwe, on se demande pourquoi un même esprit ne pourrait pas faire irruption dans une France depuis longtemps familière avec la démocratie. Faisons donc un rêve.

Nous imaginons un groupe d'hommes et de femmes appartenant aux deux grandes familles politiques françaises. Peu nombreux, car la quantité nuirait à la qualité, ils s'engagent à se retrouver régulièrement, ce qui, dans la plupart des cas, impliquera une sélection plus farouche de leurs priorités : il s'agira en général de gens très occupés ! Ils participent à ce « conseil de réflexion et d'initiative », puisqu'il faut bien lui donner un nom, à titre privé et sans avoir obtenu ni demandé – point délicat – l'autorisation à une instance quelconque. Le groupe conservera ainsi une qualité de spontanéité qui n'implique ni le sceau du secret ni un quelconque sentiment de privilège ou d'élitisme. Les participants sont animés, non par un souci de propagande ou de prosélytisme, mais par la volonté de mettre fin à l'écartèlement de la France. Leurs seuls points de référence sont leur propre conscience et leur amour du pays. Les sujets qu'ils aborderont jailliront de leurs préoccupations communes face à l'avenir. Dans leurs méthodes de travail, l'accent sera mis sur l'écoute de l'autre, clé du dialogue. L'écoute, la vraie, suppose la certitude que, puisque l'autre est différent et réagit différemment, nous avons quelque chose à en apprendre, quelque chose qui nous manque. Nous avons donc besoin d'aller à la rencontre de celui que nous considérons comme le plus opposé à nos opinions. On s'attachera ensuite à chercher « ce qui est juste » et non « celui qui a raison ».

Enfin chacun des participants aura la franchise de se voir tel qu'il est, et non tel qu'il voudrait paraître aux yeux des autres.

Sans une telle franchise, peut-on apprendre quelque chose de nouveau ? Et chacun aura à cœur, sans pour autant renier ses convictions, d'être, en fin de compte, un homme différent pour une France différente. N'est-ce là qu'un rêve ? N'y a-t-il pas, dans les deux grandes familles politiques, des hommes prêts à se lancer dans une telle aventure ? Celle-ci comporte des risques. Mais elle pourrait aider à désenclaver les groupes politiques.

« Suis-je digne de confiance ? »

Une telle initiative suppose au départ, c'est évident, un minimum de confiance. Comment la créer ? Nous allons à nouveau nous référer à un exemple extérieur à la France. Nous avons été frappé, lors d'une conférence du Réarmement moral, par le témoignage d'une femme politique vivant une situation nationale inextricable. « S'il faut, dans mon pays, disait-elle, recréer la confiance, il faut alors que je me pose franchement la question : suis-je digne de confiance ? » Pour répondre à cette interrogation, il lui fallait d'abord récapituler les conditions propres à susciter la confiance. Ces sept points lui sont venus à l'esprit : savoir garder les confidences ; renoncer à tout gain ou ambition personnels ; être honnête ; être capable de mener une chose jusqu'au bout ; renoncer à toute jalousie ; tenir ses promesses ; respecter les idées et la foi des autres.

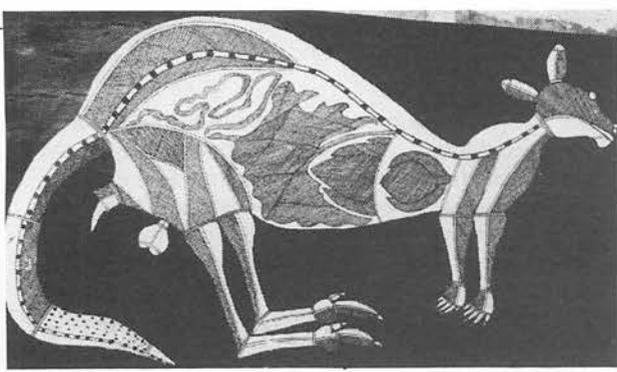
« Je ne pouvais me mesurer, poursuivait-elle, à aucun de ces critères : 1) j'aime montrer que j'en sais plus que les autres ; 2) j'adore le prestige ; 3) quiconque regarde l'honnêteté en face connaît ses propres zones grises ; 4) capacité de mener une chose jusqu'au bout : j'en étais dépourvue ; 5) je croyais être exempte de jalousie, mais j'étais blessée chaque fois qu'on applaudissait les autres pour les idées que je leur avais données ; 6) je pense au nombre de promesses que j'ai faites et oubliées aussitôt ; 7) à combien de réunions ou de mondanités suis-je allée sans écouter les autres, anxieuse que j'étais de faire passer mes propres idées ? Ainsi, concluait-elle, c'est avec un programme en sept points que je repars dans mon pays. »

Franchise pour le moins rafraîchissante, et plus parlante aussi que tant de déclarations d'intention !

Une telle façon de penser n'est peut-être pas habituelle dans le pays de Descartes et de Voltaire. Mais elle peut jaillir du bon sens et de la sensibilité de ce que l'on appelle, non sans raison, la « France profonde ».

Il existe des problèmes dans notre société pour la solution desquels une approche partisane est insuffisante ou même parfois criminelle. L'avenir de la Nouvelle Calédonie, le malaise de l'enseignement, la réforme des mœurs, la création d'emplois, la stimulation de l'initiative individuelle : autant de questions qui requièrent des changements de mentalité. Sur ces sujets, chacun a le droit de conserver et de défendre ses idées, mais à partir d'un certain point, il faut savoir s'élever à un niveau supérieur, celui de la conscience, d'une foi libératrice et non contraignante, de la priorité donnée aux hommes sur les choses.

Cette approche est-elle trop lente ? Bien des exemples prouvent le contraire, mais l'acte de foi, paradoxalement, reste entier à chaque fois. Les enjeux de la paix mondiale, qui est menacée par les plus petits détonateurs, nous invitent toujours davantage à considérer le changement de l'homme comme une option réaliste, seule raison d'espérer devant la violence, seul argument capable de nous faire croire encore que chaque homme compte.



AUSTRALIE

Les Aborigènes et leur rôle national

Ron Lawler est un jeune Australien originaire du Queensland que sa rencontre avec le Réarmement moral a amené à s'interroger sur les relations des blancs (majoritaires en Australie) avec les autres groupes ethniques du pays et en particulier ses premiers habitants : le peuple aborigène. C'est ce qui l'a conduit à faire de longs séjours dans les régions où ceux-ci sont en plus grande proportion et où, souvent, se posent à eux les problèmes les plus graves. Le dernier de ces voyages, il l'a effectué de juillet à novembre dernier, au lendemain de son mariage, emmenant avec lui sa jeune femme et trois amis à bord d'une voiture d'occasion achetée avec une partie de l'argent qu'il avait reçu en cadeau de noces. Son but : prendre contact avec les responsables aborigènes, les travailleurs sociaux, les enseignants, etc., créer des liens avec eux, tâcher d'apprendre aux blancs et aux indigènes, là où règnent des tensions, l'esprit de réconciliation et d'unité tel que le propose le Réarmement moral. Ses moyens : des livres, des brochures, des montages audiovisuels, dont l'un réalisé lors de sa précédente tournée dans le nord, mais surtout son propre témoignage et celui de ses compagnons de route. Il nous livre ici ses réflexions sur le rôle des Aborigènes dans la vie nationale.

Photo ci-dessus : peinture aborigène sur écorce.

Ci-dessous, de gauche à droite : la voiture de l'auteur devant un puits artésien. Le site de la mine d'uranium de Jabiru, dans le Territoire du Nord. Le ministre australien des Affaires aborigènes, M. Fred Chaney, remet leur diplôme à des gardes d'un parc naturel.

Dans le Territoire du Nord (120 000 habitants, 1 250 000 km² – plus de deux fois la superficie de la France), le septième et le dernier-né des Etats de la Fédération australienne, les Aborigènes représentent un quart de la population et possèdent un tiers des terres. C'est dire que le facteur racial figure dans toutes les équations, que le « vote aborigène » ne peut pas être ignoré au niveau politique, que les droits miniers doivent être négociés avec eux, que des redevances doivent leur être versées, que des relations interraciales harmonieuses sont indispensables au bon fonctionnement des institutions de l'Etat.

En fait, c'est sur l'ensemble du pays que pèse la question raciale : elle nous présente un miroir dans lequel nous pouvons nous voir tels que nous sommes, ce pour quoi nous vivons, comment nous nous traitons les uns les autres. Enfin, c'est une question qui revêt aussi une dimension idéologique.

Le heurt des cultures se fait sans doute davantage sentir aujourd'hui qu'en 1788, lorsque les premiers Européens se sont établis en Australie. C'est un heurt entre une civilisation basée sur l'instinct de propriété et l'individualisme et une vie sociale basée sur le partage et l'esprit de communauté. Pour le blanc, la terre n'a de valeur que par ses possibilités économiques. Pour l'Aborigène, elle est sa mère, sa chair, son sang. Le matérialisme moderne creuse davantage le fossé et il est dramatique de voir que des sous-produits culturels comme l'alcoolisme se transmettent plus facilement que les vraies richesses de notre civilisation. De plus, notre

didactisme et notre arrogance nous ont empêchés, nous les blancs, de nous ouvrir à l'autre culture, donc de devenir davantage australiens. Les Aborigènes aiment raconter la façon dont les décisions sont prises au sein de leurs tribus : on discute parfois pendant des jours : on examine tous les aspects du débat : chaque intervenant commence par exposer les autres points de vue et c'est seulement quand il dit « mais... », qu'il aborde le fond de sa pensée. Une fois la décision arrêtée, plus aucun désaccord n'est exprimé. Cette courtoisie, cette liberté, cette façon de procéder par consensus manquent cruellement au débat politique à l'occidentale.

Au moment même où de grands progrès sont réalisés et où s'esquisse une société multiraciale, les tensions sont particulièrement vives dans les Etats du nord (Queensland et Territoire du Nord) où notre petit groupe du Réarmement moral a fait sa dernière tournée.

C'est en tout cas ce dont nous nous sommes aperçus à la faveur des nombreux contacts que nous avons eus.

Un enjeu de taille

« Le Territoire du Nord est un Etat en développement au sein d'un pays développé », nous a dit un haut-fonctionnaire. Il est vrai qu'il ressemble davantage à un pays du tiers monde, malgré l'irruption de la technologie moderne, comme l'usage des hélicoptères pour rassembler le bétail sur des exploitations parfois plus étendues que certains pays européens.



Nombre d'habitants du Territoire en veulent au gouvernement fédéral pour la législation sur les droits de propriété, rédigée selon eux par des gens qui connaissaient mal la situation locale. Plus récemment, depuis que le Territoire est devenu un Etat à part entière à même de promulguer ses propres lois, les Aborigènes se sont mis à craindre que le gouvernement de l'Etat ne revienne en arrière par rapport aux lois fédérales et n'empiète sur les droits déjà conquis. Ils craignent particulièrement de perdre les avantages protégeant leurs « zones sacrées ». Il faut dire que l'enjeu est souvent de taille à cause des immenses richesses minières du Territoire : c'est là qu'on trouve un sixième de l'uranium extrait dans le monde non-communiste.

L'évolution indispensable se fera-t-elle dans la méfiance et la confrontation ou dans la confiance et l'unité ?

Nous avons pu constater que les habitants de cette région avaient à relever quatre défis :

1. Le défi historique. En s'installant, au cours du siècle dernier, les colons blancs ont mené des actions de guérilla contre les indigènes et procédé à de véritables massacres. Il y a aujourd'hui encore des sentiments d'animosité à guérir. « Pourquoi ne peuvent-ils oublier le passé ? » s'étonnait un missionnaire qui travaille depuis vingt-cinq ans parmi les Aborigènes. Mais sa femme nous raconta qu'il refusait d'acheter des produits importés d'un certain pays où il avait été prisonnier de guerre... L'indignation sélective est facile et ne fait rien pour aider les gens en profondeur. On avance souvent que la domination d'un peuple par l'autre et la colonisation sont des constantes de l'histoire, qu'on ne peut rien y faire. Pourtant, on risque un jour d'avoir à payer cher pour de telles erreurs, à moins qu'on ne sache donner une nouvelle orientation aux événements.

C'est ce qu'a essayé de faire Jack Goodluck, un Australien blanc qui travaille depuis de longues années avec les Aborigènes. Il se trouvait un jour assis près d'un point d'eau, en pleine brousse, en compagnie des anciens d'une tribu locale. Ceux-ci lui racontèrent qu'il y a plusieurs décennies, en ce même endroit, un groupe de blancs avait fait un raid et massacré pratiquement toute la tribu. Les survivants n'en avaient réchappé qu'en sautant dans l'eau. Plus tard, à titre de revanche, un des rescapés, qui racontait aujourd'hui toute l'histoire, avait tué un blanc. Pour Jack Goodluck, c'était la première fois qu'il voyait en face les responsabilités de son peuple. S'identifiant personnellement à ce qui s'était passé, il décida, avec le vieil homme, d'organiser un cérémonial de pardon, ce qui fut fait.

2. Le défi du matérialisme. Noël Fatowna et sa famille vivent à Mackay, sur la côte nord du Queensland. En tant que commissaire du gouvernement, il est chargé des dix mille habitants originaires des îles du Pacifique établis dans la région. Il s'agit des descendants d'ouvriers agricoles qui avaient été amenés de force au siècle dernier pour travailler dans les plantations de canne à sucre et qui avaient grandement contribué à la prospérité de l'industrie sucrière du Queensland. « Votre culture est si forte, m'a dit Noël, que nous ne pouvons pas y résister. Les jeunes générations, a-t-il expliqué, sont comme des arbres sans racines qui ne peuvent plus se nourrir aux sources. Quand on vient de sociétés fortement disciplinées, l'allure d'apparente liberté qu'affectent les Occidentaux fait une très forte impression. » Il se disait également choqué de voir que cette liberté brisait les familles comme les individus.

A de nombreuses reprises, les Aborigènes nous ont expliqué que l'argent, ou plutôt l'attitude des gens vis-à-vis de l'argent, menace les fondements moraux et spirituels de leur société. Les prestations sociales et les redevances minières ont amené un flux d'argent auquel ils n'étaient pas préparés.

Ennemi de nos deux sociétés, le matérialisme ne sera peut-être vaincu que si nous savons relever le troisième défi.

3. Le défi moral et spirituel. Souvent ce sont ceux qui sont le plus conscients de ces heurts culturels qui recherchent des solutions nouvelles avec le plus de sincérité. « Il faudrait attendre vingt ans pour savoir si les conseils que je donne aujourd'hui auront été les bons », nous a dit

un membre de l'Assemblée législative de l'Etat.

La société qui exploite la mine de manganèse dans l'île de Groote Eylandt (10 % de la production mondiale) essaie de faire les choses différemment : les négociations avec les notables aborigènes sont toujours conduites au niveau directeur.

A Alice Springs (le centre géographique de l'Australie), nous avons rencontré un jeune fonctionnaire aborigène originaire d'une tribu du nord. Il ne pouvait pas supporter sa mutation, avait le mal du pays et ne s'habitait pas au système bureaucratique des blancs. « Je m'en vais mettre le feu à toute cette paperasse, a-t-il menacé. Et si le patron ne me donne pas un billet pour le nord, je lui mets mon poing sur la figure. » Notre compagnon anglais lui confia alors qu'il avait compris le mal causé par son attitude de supériorité et qu'il avait présenté des excuses pour cette attitude à des amis aborigènes. Deux jours plus tard, nous revîmes notre interlocuteur. Il était beaucoup moins agité et avait décidé de faire venir sa femme auprès de lui. « Cette conversation avec vous a transformé ma vie, nous a-t-il dit. Et votre montage audiovisuel m'a montré que le changement commençait par moi-même. »

Paul Milaidjaidj, membre du Conseil des Aborigènes de l'île Croker, est de ceux qui essaient de faire face à ce défi moral et spirituel. Décidé à se soumettre, dans sa vie quotidienne, à l'autorité divine, il est parvenu, après une période de grandes difficultés, à rétablir des rapports normaux entre les représentants des différentes tribus de son île. Il avait participé à un

Fin page 15

Les premiers propriétaires du pays

C'est lors d'un référendum organisé en 1967 que le peuple australien a décidé, à une large majorité, d'inclure les Aborigènes dans leur recensement national. Cette date est maintenant considérée comme historique dans la lutte pour les droits civiques des Aborigènes, bien que certains, comme le droit de vote et le libre accès aux boissons alcoolisées, aient déjà été accordés durant les années soixante.

Au fur et à mesure que les lois discriminatoires étaient abandonnées par les blancs se dessinait une nouvelle phase de cette lutte : la reconnaissance et le respect de la culture et de l'héritage des Aborigènes, avec des implications politiques et économiques considérables. L'élément principal en est la reconnaissance du principe que les Aborigènes sont les premiers propriétaires du pays, donc l'accès pour eux à la propriété d'une partie des terres. Un « mouvement pour les droits à la terre » (*Land Rights Movement*) est à la tête de ce combat. Pour les Aborigènes en effet, qu'ils habitent les territoires tribaux ou la ville, la

terre est un élément capital de leur identité. Le rapport à la terre est au cœur de la culture aborigène.

En 1975, une étape décisive fut franchie avec la mise sur pied par le gouvernement fédéral d'un processus d'accès à la propriété des terres dans le Territoire du Nord (alors administré directement par Canberra). A l'exception de l'Australie du Sud, les autres Etats ont été très lents à suivre l'exemple fédéral. Néanmoins, en 1981, 9,6 % du territoire de toute l'Australie était devenu (ou redevenu) propriété des Aborigènes, alors qu'ils ne représentent que 1,2 % de la population.

Au cours des dernières années, l'état d'esprit des Aborigènes s'est transformé de façon spectaculaire. Leurs dirigeants ont de l'autorité et jouissent de la confiance de la population. Depuis 1971, un sénateur aborigène, M. Neville Bonner, siège au parlement fédéral. Ils se sont également attachés à faire connaître leur lutte sur la scène internationale.

Brésil : lancement d'un livre

« Ouçam as Crianças », tel est le titre en portugais du livre *A l'écoute de nos enfants* (1) de la Néerlandaise Annejet Campbell. Celle-ci, accompagnée de son mari, a séjourné récemment au Brésil pour participer à différentes manifestations à l'occasion du lancement de son livre dans ce pays, sous l'égide du Réarmement moral. L'une de ces manifestations a eu lieu au Musée de l'Image et du Son de Sao Paulo, à l'initiative du ministre de la Culture de la province. « On ne peut pas protéger les enfants contre le monde dans lequel ils grandissent, a notamment déclaré Mme Campbell, mais on peut les équiper d'une sorte de radar intérieur. Car, au cœur de chaque être, se font entendre deux voix, une bonne et une mauvaise. Enfants et adultes peuvent se mettre à l'écoute de la bonne voix. »

D'autres réunions de lancement ont eu lieu à l'Académie nationale des Lettres et au centre latino-américain du Réarmement moral à Pétersbourg, près de Rio de Janeiro. En outre, M. et Mme Campbell ont été les hôtes d'honneur, à Brasilia, d'une réunion de la *Commission Morale et Civique*, qui est chargée de l'instruction morale et civique au niveau national.

Le livre de Mme Campbell a déjà été publié en anglais, en néerlandais, en chinois et en français.

(1) Editions de Caux.

Initiative autrichienne

Voici plus d'un an, trois jeunes Autrichiennes ont participé à des rencontres du Réarmement moral en Angleterre, puis en Suisse. De retour dans leur ville de Pörschach, elles ont décidé de transmettre autour d'elles leur expérience et ont commencé avec des groupes d'adolescents de leur paroisse. A la suite de l'enthousiasme qu'elles ont

rencontré, elles ont décidé de monter avec une vingtaine d'enfants la pièce de Peter Howard, *Le Chien, son os et moi*. On y voit comment les simples formules *s'il vous plaît, pardon et merci* peuvent réorienter les relations humaines.

Des parents ont offert leur aide pour réaliser le décor et les costumes. Le maire de la ville a mis gratuitement à leur disposition une salle communale pour deux représentations. Les exigences du travail de groupe et les difficultés matérielles auxquelles apprentis-acteurs et régisseurs ont dû faire face ont renforcé le message de changement contenu dans la pièce. Les recettes du spectacle, ainsi que celles d'une vente d'objets variés organisée auparavant, ont été envoyées à Panchgani, centre du Réarmement moral en Inde.

Séminaire africain

Un séminaire international pour l'Afrique aura lieu à Salisbury, au Zimbabwe, du 10 au 14 février. Voici quelques-uns des thèmes qui seront abordés : Développement : le facteur humain ; le prix de l'union ; la nation, miroir de la famille.

Dix mois d'ouverture au monde

« L'avenir t'interpelle ; tu veux faire quelque chose mais sans savoir comment t'y prendre... » : le stage intitulé *Dix mois d'ouverture au monde* avait ainsi interpellé une vingtaine de jeunes qui se sont retrouvés au centre du Réarmement moral à Caux, en Suisse, l'automne dernier. Ils se sont ensuite répartis en deux groupes, l'un basé à Caux même et l'autre à Tirley Garth, dans le nord de l'Angleterre.

La participation à ce stage est ouverte à ceux qui se sentent prêts à accepter le changement personnel et à le transmettre autour d'eux.

Plus qu'une structure, c'est une « famille » qui se constitue autour d'aînés responsables, et l'on y apprend à s'équiper pour un monde en transformation rapide. Ensemble on aborde des questions importantes : Comment acquérir une foi indépendante des pressions extérieures ? Comment aider les autres à vivre différemment ? Comment mieux comprendre le monde et les forces qui le gouvernent ? Comment développer une force morale et spirituelle assez puissante pour infléchir le cours des événements ?

Beckie, 23 ans, de Hong-Kong, écrit : « J'ai quitté mes chers parents et amis pour venir en Europe relever le défi que représentait ce stage. Les autres participants viennent du Canada, des Etats-Unis, de Suède, de Norvège, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, d'Allemagne et d'Afrique du Sud. Nous sommes de cultures et de milieux très différents et c'est là une occasion formidable d'apprendre les uns des autres. Nos différences peuvent être aussi source de difficultés entre nous quand il s'agit de vivre et de travailler ensemble mais nous sommes ici pour changer et apprendre à servir ensemble. »

« Chacun prend part à des tâches pratiques communautaires, telles que la cuisine, le service des repas ou l'entretien de bâtiments. Des périodes d'études intensives nous permettent d'approfondir notre connaissance du monde et des grandes questions qui s'y posent. Nous rencontrons

aussi des personnes engagées dans la vie politique ou dans l'industrie, des travailleurs, des étudiants. Nous réfléchissons à la façon d'appliquer des convictions morales dans différents domaines de la vie et d'amener aussi un nouvel esprit dans nos familles. Je crois que c'est une responsabilité qui revient à tous les jeunes de régénérer le monde. »

Robert, étudiant en Beaux-Arts à l'université de Leeds, en Angleterre, raconte : « Je me suis rendu compte que mes études ne porteraient pas de fruits si je n'avais pas dans ma vie de conviction à exprimer à travers mes créations. J'ai saisi l'occasion de ce stage pour acquérir un sens de destinée personnelle et une nouvelle compréhension du monde. »

Les membres du groupe s'apprentent à se rendre à Malte, en France et en Angleterre, où, dans différentes situations, ils apprendront à mettre en pratique l'enseignement tiré des mois précédents.

A Los Angeles

En décembre dernier, M. et Mme Les Crockett, de Los Angeles, ont été interviewés par la télévision locale sur le Réarmement moral et sur l'accueil qu'ils accordent à des étudiants de toutes nationalités. L'émission de 30 minutes comporte aussi des extraits de trois films du Réarmement moral et elle est à la disposition d'autres stations de télévision par câble.



Les jeunes du stage de dix mois avec l'équipe de rédaction de la revue *Changer*.

Leur force dans la vie

Portrait d'Eric et Lise Garin

« C'était en mai 1944. Toutes les personnes dont la présence n'était pas essentielle à Paris devaient quitter la capitale. Nous avons évacué quelques dizaines d'enfants dans un camp installé dans les communs du château de Bavans, dans le Doubs. Au bout de quelques mois, l'armée américaine dut marquer un temps d'arrêt, à cinq kilomètres au sud de notre château. Nous étions coincés entre deux armées. Les obus sifflaient, les vitres éclataient sous le souffle des bombes... »

Eric et Lise Garin racontent. Je les écoute, passionné, tout en buvant une tasse de thé dans l'ancienne maison de Rolle, près du lac Léman, où ils se sont retirés. Une vie de pasteur, cela connaît des péripéties lorsque l'on a décidé de vivre sur la brèche, d'œuvrer là où la tâche est la plus rude.

Eric s'est engagé dans la Mission populaire en 1935. Son premier poste : Rouen. Contact abrupt pour le jeune ménage suisse avec le monde industriel, le port, les usines chimiques. « Que faire quand un père de dix enfants vous annonce qu'il est renvoyé par son patron et qu'il doit quitter sur le champ le logement d'entreprise qu'il occupe avec sa famille ? »

Eric et Lise, 23 et 22 ans, arrivaient tout droit du Danemark où ils avaient passé une lune de miel inhabituelle en compagnie de six cents personnes. Equipe itinérante qui s'était formée à la suite d'un vaste rassemblement des Groupes d'Oxford en Angleterre. « Deux choses me sont restées pour la vie, dit Eric. La pratique quotidienne du recueillement et la conviction que je ne devais pas limiter ma vie chrétienne à une relation individuelle avec Dieu, mais travailler pour qu'Il règne sur la vie sociale, économique, culturelle, nationale et internationale. »

Avec cela, les Garin étaient armés pour affronter Rouen puis, deux ans plus tard, Paris, où ils s'installent dans les locaux d'une ancienne imprimerie du 11^e arrondissement.

Très vite, ces salles deviennent un « foyer » bourdonnant. Ils s'occupent des enfants du quartier et font ainsi connaissance des familles. Dans la plupart des cas, peut-on vraiment parler de familles ? Bientôt, ils ne suffisent plus à la tâche. C'est alors que se présente Antoinette Bochet à qui Lise a simplement demandé d'être son amie. Puis d'autres jeunes filles, dont la

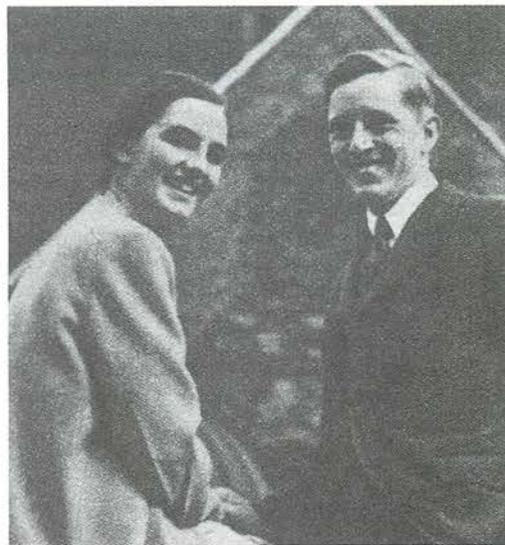
sœur d'Antoinette, France. Il y a Paul et Daniel qui animent les scouts. D'autres se joignent à eux. On fait chez les Garin les rencontres les plus inattendues : un industriel du textile ou un militant des jeunesses communistes, un ancien détenu ou un chef de chant de l'Opéra.

« Nous avons connu beaucoup d'échecs, avoue Eric, mais bien des gens ont trouvé une vie nouvelle. » Et lorsqu'en 1947 une troupe se monte en France pour jouer la pièce de théâtre du Réarmement moral *L'Élément oublié*, la moitié des acteurs se recrute dans le quartier des Garin.

Notre arrêt de mort

Auparavant, il y a eu les années de guerre pendant lesquelles Eric et Lise n'ont jamais cédé à la tentation de se mettre à l'abri en Suisse, leur propre pays. Et en ce mois de septembre 1944, voilà que la ligne de front les atteint ainsi que les enfants dont ils ont la charge, y compris leur bébé de onze mois.

« Un matin, raconte Eric, nous vîmes une batterie de D.C.A. allemande sous les arbres de notre parc. C'était notre arrêt de mort car l'aviation américaine bombardait toutes les installations allemandes. Je saute sur mon vélo pour gagner Montbéliard où je supplie la Kommandantur de déplacer la batterie. Refus absolu. Terrifié, je rentre machinalement dans une quincaillerie. Le commerçant est en conversation avec un homme que je comprends être le maire. Je lui expose notre situation. Il réfléchit puis me dit : « Le major allemand commandant du secteur utilise les services d'un interprète suisse ; essayez de le trouver, il pourra peut-être vous aider. » J'enfile une petite rue et débouche sur une place. Un véhicule tout terrain y est garé. Il porte un drapeau suisse. Coïncidence ? Mon compatriote se présente. Journaliste bâlois, il faisait un reportage sur le maquis dans le Vercors quand il fut fait prisonnier par le major Menzel. Celui-ci lui avait donné le choix : « Je vous fusille ou vous me promettez de me servir fidèlement d'interprète. » Pouvait-on le blâmer d'avoir choisi la vie ? Le journaliste accepte de me conduire chez le major ; celui-ci se laisse convaincre : la batterie anti-aérienne sera déplacée. Mieux encore : il fera convoyer



Voyage de noces au Danemark... mais en compagnie de six cents autres participants à un rassemblement du Groupe d'Oxford. Photo tirée du reportage d'un magazine danois.

tous les enfants jusqu'à la frontière suisse à bord des camions civils ravitaillant Montbéliard. Mais quelles péripéties encore jusqu'à ce que tous ces enfants soient hébergés dans des familles de la région même où habitent les Garin aujourd'hui ! La ténacité des Garin et de leur équipe avait ouvert la brèche. Le maire de Montbéliard put faire passer par la suite quelque cinq mille enfants en Suisse pour fuir les combats. Il était temps. La gare de Delle fut bombardée peu après le passage du premier groupe et le parc du château de Bavois fut défoncé par les bombes.

Des vies avaient été sauvées, mais aussi réorientées. « Je pense à la petite Paulette, dit Lise. Elle avait huit ans. Ses deux parents étaient alcooliques. Le père avait descendu un gardien de la paix à coups de ceinturon parce qu'il le soupçonnait de jeter un œil sur sa femme. La mère avait assommé son mari avec un fer à repasser. Paulette était élevée pratiquement dans la rue et elle faisait l'école buissonnière. En Suisse, elle fut accueillie chez des gens qui lui donnèrent un vrai foyer. Mariée avec un plombier-couvreur, elle est aujourd'hui mère de famille et apporte une estimable contribution culturelle et spirituelle à sa commune de la banlieue parisienne. »

La souffrance n'a pas épargné les Garin eux-mêmes tout au long de leur vie. Est-ce pour cela qu'ils comprennent celle des autres ? A l'âge de trois ans, Eric contracta une poliomyélite qui le paralysa des deux jambes. Il dut apprendre à marcher avec des béquilles. Puis, débarrassé de celles-ci, il resta avec une jambe difforme, plus courte que l'autre.

En 1946, peu après la naissance de leur deuxième enfant, les premiers symptômes

d'une maladie inexorable se manifestent chez Lise. Certains de ses proches l'accusent de paresse et d'indolence jusqu'à ce que les médecins lui révèlent son mal : la sclérose en plaques. On la prend alors en pitié, ce qui ne lui convient pas davantage. Les Garin doivent quitter leurs activités trop astreignantes à Paris et prendre une paroisse dans la campagne vaudoise. Ils occupent successivement deux cures de village et s'acquittent de leur tâche pendant plus de vingt ans encore alors que les forces de Lise diminuent lentement. A certains moments, elle est partiellement paralysée et c'est Eric qui doit faire le ménage et les achats.

« Au risque de me perdre »

Eric : « Comme enfant, j'ai souffert psychologiquement d'être difforme et incapable de faire du sport comme les autres. Pour compenser cela, j'ai essayé de me faire aimer de mon entourage par mes succès scolaires. J'étais un jeune très sage et très pieux. Mais j'étais incapable de communiquer ma foi qui était dans ma tête et pas dans ma vie. J'aimais Lise. Elle n'avait pas de foi en Dieu et je ne pouvais pas lui transmettre la mienne. C'est alors que j'ai rencontré des gens qui aidaient les autres à changer et à vivre pour Dieu. Dans le silence, j'ai su que je devais mettre Dieu avant Lise et ne pas l'épouser si elle ne voulait pas vivre pour Lui. Ce fut le plus grand sacrifice de ma vie.

Lise : C'est parce qu'Eric a couru le risque de me perdre que je l'ai respecté davantage et que j'ai moi-même pris Dieu au sérieux.

Eric : Depuis 35 ans que Lise est malade, elle ne se plaint pas et elle ne se prend pas en pitié. Nous avons absolument besoin d'être dirigés par Dieu pratiquement et de nous dire honnêtement tout ce que nous ressentons. Sinon, ou bien je veux trop protéger Lise et je l'enferme dans un cocon, ou bien je ne l'aide pas au bon moment. Je dois la laisser faire elle-même ce qu'elle peut, quitte à la retrouver tombée par terre quand je reviens des magasins, comme cela est arrivé plusieurs fois.

Lise : Je ne demande pas à Dieu de me guérir, sachant pourtant qu'Il le peut. Je sais qu'Il veut m'apprendre quelque chose à chaque instant et m'utiliser telle que je suis. »

Quelle est la force de leurs vies ? Quelle en est la constance ? Est-ce simplement d'avoir accepté d'être ce qu'ils sont, avec leurs qualités et leurs faiblesses ? « Oui, dit Eric, on part de là et puis on s'aperçoit que notre action déborde bien au-delà de notre entourage immédiat et que l'on a découvert un secret qui servira à tous les peuples. »

Charles Piguot

La morale est vivante

Réflexion sur le dernier ouvrage d'Alfred Grosser

par Philippe Lobstein

Ecrire un livre sur *l'engagement moral* à notre époque, dite de décadence, semble une gageure. C'est pourtant ce que vient de faire le professeur et journaliste Alfred Grosser, l'un des artisans de la réconciliation franco-allemande après la guerre, et lauréat, en 1975, du prix de la Paix de la part de l'Union des éditeurs et libraires allemands, comme « médiateur entre les Français et les Allemands, les incroyants et les croyants, les Européens et les hommes d'autres continents » (1).

« La morale est vivante. Oui, chez nous, pour nous. Oui, aujourd'hui. » A la réflexion, ce paradoxe exprime une évidence. Les valeurs de bien et de mal, considérées comme références, sont présentes partout et toujours dans nos émotions, nos préférences, nos ré pulsions, nos jugements. Nous avons la manie de juger les autres et tous les autres font comme nous. La morale est universelle, mais en creux, en négatif. La seule question, c'est l'abîme qui sépare notre « code de conduite » de ces valeurs de référence.

Accord sur les valeurs communes

Quelles sont ces valeurs de base ? L'auteur en distingue trois, auxquelles se réfèrent aussi bien les grandes religions que les organisations internationales et les constitutions nationales : liberté, vérité, justice, la valeur des valeurs étant l'éminente dignité de la personne humaine.

Valeurs usées, objecterons-nous, qui ont trop servi, justifié trop d'hypocrisies, de crimes, de guerres et de révolutions, mais valeurs indispensables et irremplaçables, qui conditionnent tous nos engagements humains.

Comme par exemple de cette « communauté de morale » vers laquelle, malgré les apparences, notre monde progresse.

Grosser cite l'homélie de Jean-Paul II aux Français réunis au Bourget en juin 1980 : « On sait la place que l'idée de liberté, d'égalité, de fraternité tient dans votre culture, dans votre histoire. Au fond, ce sont des idées chrétiennes. Je le dis tout en ayant bien conscience que ceux qui ont formulé ainsi, les premiers, cet idéal ne se référaient pas à l'alliance de l'homme avec la sagesse éternelle. Mais ils voulaient agir pour l'homme. »

Morale privée et morale publique

Puisque la liberté de la personne est au centre des valeurs, celles-ci ne peuvent plus être imposées autoritairement par les Eglises ou les Etats, elles ne sont plus appliquées automatiquement par la société. Elles exigent un choix, une décision personnels. C'est là un autre aspect du « progrès moral », mais c'est aussi la grandeur et le péril de notre époque. Les valeurs de base sont liées à la responsabilité de chaque citoyen.

Alors s'efface la distinction entre une morale privée, individuelle, et une morale publique, sociale, distinction qui sert trop souvent d'alibi à nos démissions et à notre irresponsabilité.

La « conjonction du mondial et de l'intime » (2) est une réalité. Toute personne est reliée aux autres et au monde et tout choix moral est exemplaire. Quoi de plus intime, de plus privé que la vie conjugale, que l'avortement ou la naissance d'un enfant, et quoi de plus public ? La vie du couple humain s'inscrit dans la vie institutionnelle, économique, politique des nations. Dans les pays démocratiques à régime parlementaire, les valeurs morales sont tellement présentes dans certains débats, par exemple sur le divorce ou la peine de mort, qu'elle fait éclater les majorités politiques en « majorités de conscience ». La majorité elle-même peut être contrôlée par un « conseil constitutionnel » qui se réfère à des principes d'éthique.

Dans un système étatique, qui est celui des cent cinquante nations membres de l'O.N.U., la hiérarchie est nécessaire. Elle implique la discipline des citoyens, leur consentement à la règle établie. Mais la règle peut toujours être changée dans le sens de plus de liberté et de justice. Le refus d'obéissance, l'objection de conscience, dans des situations-limite, peuvent être pratiqués aux risques et périls de chacun, lorsque la « clause de conscience » n'est pas reconnue par la loi.

A ce propos, Grosser cite l'admirable lettre de François de Montmorin, gouverneur de l'Auvergne, à Louis XIV, au moment de la Saint-Barthélemy, en 1571 : « Sire, j'ai reçu l'ordre de Votre Majesté de faire mourir tous les protestants qui sont en

ma province. Je respecte trop Votre Majesté pour ne point croire que ces lettres sont supposées, et que si, à Dieu ne plaise, l'ordre est véritablement émané d'Elle, je la respecte trop pour lui obéir. » S'il en coûte aux citoyens de s'opposer à l'arbitraire d'un pouvoir d'Etat, seul détenteur légitime de la violence, la qualité de la démocratie est à ce prix. Comment ne pas admirer ceux qui prennent ce risque dans un Etat totalitaire et comment ne pas assumer ce risque, tellement moindre, dans un Etat pluraliste et libéral ?

C'est dire que l'éducation morale est plus nécessaire que jamais et que la responsabilité des enseignants est immense. Grosser rend hommage à Jules Ferry et aux instituteurs laïques qui ont cru à l'absolue nécessité de la morale, non pas pour enseigner aux pauvres à respecter les riches, comme le raille plaisamment Marcel Pagnol dans *Topaze*, mais pour susciter une volonté permanente de vivre selon les valeurs de base.

Que l'éducateur essaie donc de se connaître lui-même, de se comprendre, de se maîtriser, pour être disponible à ses élèves. Qu'il s'approfondisse et s'élargisse, qu'il « plonge en soi dans le temps immobile » pour se vouloir capable « d'amour et de lumière ».

« Projeter sur l'autre nos problèmes, nos angoisses, ne contribue guère à le libérer et ne permet pas de l'écouter. »

Plaidoyer pour la cohérence

L'impératif préalable à toute réflexion et à toute conduite morales est le souci de cohérence. Cohérence entre mon être, mon dire et mon faire, cohérence entre les critères de mon jugement sur autrui et mon propre comportement, cohérence de mon engagement dans la durée, fidélité à une inspiration et à une direction essentielles de ma vie. Cohérence non seulement logique, mais vivante et dynamique, ouverte au changement, mais orientée par une visée unique. « C'est la visée vers l'altitude... L'essentiel de l'engagement moral, c'est la volonté commune de se référer à des valeurs considérées comme hors d'atteinte en tant qu'absolus, et comme fondements d'une morale dont la mise en pratique est d'une difficulté exaltante. »

C'est cela, pour Grosser, « être le sel de la terre », suivant le titre de son livre, emprunté à la parabole évangélique. C'est donner « une saveur à la réalité », c'est « changer l'ordre de ce monde ».

Comment ne pas souscrire à ces conclusions qui rejoignent les réflexions que nous faisons souvent à propos de notre engagement dans le « réarmement moral » ?

Sans doute, le sens ultime que chacun donne à sa vie peut demeurer secret et diverger suivant chaque personne, être mis entre parenthèses, sans que soit compromise « l'action commune pour des causes nées des valeurs de référence communes ». C'est ce qui se réalise dans l'enseignement laïc, pluraliste, en France, où travaillent ensemble, selon une déontologie commune, professeurs de toutes croyances et de toutes incroyances. C'est ce qui se pratique dans le « réarmement moral », où les croyants de toutes confessions et les incroyants de toutes tendances sont reconnus dans leur qualité même de croyant ou d'incroyant, et sont invités à participer à l'expérience toujours nouvelle d'une fraternité vécue, d'un « œcuménisme éthique » en vue de « refaire des hommes » et « refaire le monde ».

Aider l'autre à s'abreuver

L'engagement moral ne conduit pas nécessairement à un engagement métaphysique ou religieux. Alfred Grosser nous abandonne là au seuil de l'absolu. Il se dit agnostique, tout en reconnaissant que les chrétiens « ont la réponse ». Mais, ajoute-t-il malicieusement, la plupart ne semblent pas s'en apercevoir et ne cherchent pas à la faire partager aux autres. Pourtant celui qui a trouvé une source d'eau vive ne devrait-il pas aider les autres à s'y abreuver ?

Quelles que soient l'origine et la fin des valeurs, la difficulté de leur mise en

pratique dans les détails de notre vie quotidienne demeure extrême. Dans ce domaine, l'apport spécifique du « réarmement moral », cette « école où s'apprend, par une sorte d'initiation réciproque, le comportement pratique envers les hommes, où les valeurs s'appliquent et se vérifient dans les relations d'homme à homme et parviennent à surmonter les préjugés » (Robert Schuman, Préface à *Refaire le monde*), me semble toujours irremplaçable et répond à un besoin fondamental de notre époque.

Je l'ai éprouvé l'autre soir, devant la télévision, en regardant et écoutant Alfred Grosser présenter son livre, en même temps qu'un écrivain catholique, un « nouveau philosophe » et un auteur communiste. A aucun moment, il n'y a eu dialogue véritable, chacun projetant sur l'autre ses problèmes et lui reprochant ses appartenances idéologiques...

Et pourtant, chacun se réclamait des valeurs communes, mais les défendait contre les autres. Chacun avait raison, me disais-je, mais avait tort de vouloir avoir raison tout seul. Le sel des valeurs ne peut perdre sa saveur, mais l'amour-propre des hommes peut, pour notre malheur, nous ôter l'envie d'y goûter.

(1) Alfred Grosser : *Le Sel de la terre, Pour l'engagement moral*. Editions du Seuil.

(2) Gabriel Marcel : « Lettre-témoignage à trois amis inquiets » : introduction à *Un Changement d'espérance* et à *Plus décisif que la violence* (Plon, éditeur).

Aborigènes (Suite de la page 11)

des stages de formation organisés par le Réarmement moral à Melbourne et y avait puisé la force et l'inspiration nécessaires. Il projette maintenant d'envoyer deux jeunes membres de sa tribu suivre un stage similaire.

4. Le défi de l'appartenance aux peuples d'Asie et du Pacifique. Avec le déclin de l'influence britannique et les nouveaux rapports de force dans l'Océan indien, les Australiens ont appris à affirmer davantage leur identité et sont conscients de la nécessité pour eux d'entretenir des rapports amicaux avec leurs voisins asiatiques. Le premier ministre Malcolm Fraser souligne cette réalité lorsqu'il affirme que « nos enfants nous maudiront pour notre égoïsme et notre pusillanimité si nous ne faisons rien pour renforcer la capacité économique et commerciale des pays en développement ».

On peut dire que, du point de vue de l'Australie, le Territoire du Nord est une tête de pont de l'Asie et de ses deux milliards d'habitants. C'est cette région qui a subi l'impact des bombardements japo-

nais durant la deuxième guerre mondiale ; c'est le port de Darwin, capitale de l'Etat, qui a accueilli ces dernières années nombre de *boat-people* vietnamiens ; et l'île de Timor, où se déroule une guerre sanglante, n'est distante que de 800 km. L'importante minorité asiatique de Darwin (population : 55 000 habitants) renforce chez chacun le sentiment d'appartenir en quelque sorte à l'Asie. C'est pourquoi les hommes politiques de l'Etat estiment que leurs intérêts économiques doivent être liés à ceux de leurs voisins du nord.

Comme l'a dit M. Fraser, « quand il s'agit de tout faire en vue de réduire la pauvreté, les arguments d'ordre humanitaire sont irrésistibles. Mais c'est aussi dans notre intérêt à nous de parvenir à coopérer avec les pays en développement ». C'est pourquoi, si nous voulons établir des relations de bon voisinage avec les pays d'Asie, il est indispensable que nous ayons chez nous de bons rapports interraciaux. Une tâche au service de laquelle les hommes du nord de l'Australie pourraient donner le meilleur d'eux-mêmes.

Ron Lawler

**Comblés, vous ne
pouvez l'être
réellement que si
votre compagnie
ne se contente
pas d'assurer son
service, mais qu'elle
est réellement
à votre service.**

swissair  1931
1981